

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2597>



# CONTRIBUTION AUX DEBATS DU CDFN de mai 2018

- FSU - CDFN - CDFN 2017-2018 - CDFN Mai 2018 -



Date de mise en ligne : vendredi 1er juin 2018

Date de parution : 30 juin 2018

---

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

---

**En guerre, le nouveau film de Stéphane Brizé n'est pas seulement un magnifique éloge des combats et de la dignité de la classe ouvrière, c'est aussi le témoin emblématique d'une politique ultra libérale qui écrase tout sur son passage, à commencer par les classes populaires. En guerre, ce pourrait être le nom du projet de Macron qui mène bel et bien une politique de guerre sociale, tentant de détruire de façon systématique tous les acquis sociaux. Une guerre contre notre modèle social, celui d'un monde prétendument ancien, qui promeut la solidarité et l'égalité de tous et toutes, et non pas les privilèges des 1 % les plus riches. Pourtant, la partie n'est pas gagnée pour ce gouvernement : l'heure est à la résistance et aux formes nouvelles, unitaires, populaires de lutte de classes pour construire une opposition.**

**Sur** le plan international, s'il ne faut retenir que quelques aspects de la situation actuelle : Trump accumule les provocations bellicistes, et n'hésite pas à stigmatiser certain-es musulman-es ; il dénonce d'une façon unilatérale l'accord sur le nucléaire iranien, et il porte une lourde responsabilité dans les massacres à Gaza (59 mort-es parmi les manifestant-es, dont des enfants, et plus de 2000 blessé-es), un blanc-seing étant donné à Israël avec l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem, le jour de la Nakba. Les crimes de guerre perpétrés n'ont engendré aucune réaction internationale à la hauteur, alors qu'il faudrait condamner fermement et sanctionner l'État d'Israël et le gouvernement Nétanyahou, qui violent le droit international et assassinent des Palestinien-nes en toute impunité.

En Europe, les replis nationalistes et les orientations xénophobes gagnent du terrain, l'arrivée au pouvoir de la Ligue d'extrême droite, en alliance avec le parti 5 étoiles en Italie est un signal toujours plus inquiétant pour la démocratie. Une démocratie déjà bien abîmée par nombre de régimes « autoritaires », en plein coeur de l'Union européenne, qui abusent de leur pouvoir et restreignent les libertés publiques et individuelles : la liberté de la presse, en régression dans de nombreux pays, en témoigne, ainsi que le recul du droit à l'IVG, même s'il faut se réjouir du résultat du référendum en Irlande sur le sujet, et oser y voir le signe que les droits des femmes, sous l'effet d'un élan populaire, seront confortés de la même manière ailleurs.

Quant aux politiques migratoires, à l'instar de celles menées en France par le ministre de l'intérieur, elles sont de plus en plus brutales, et alimentent la montée des forces d'extrême droite en Europe ; les gouvernements européens rivalisent de traitements inhumains envers les migrant-es : la barrière des identitaires dans la Roya contre les migrant-es (avec la complicité des pouvoirs français et italiens) en est la triste illustration.

Le gouvernement Macron n'est malheureusement pas en décalage avec un tel contexte. Il fait preuve de « fermeté » à l'égard des plus faibles et use de la force contre les contestataires. Cela a parfois des conséquences dramatiques, avec des blessures graves comme à Notre Dame des Landes, ou le décès de deux migrant-es en montagne très récemment.

### **Une guerre sociale**

Macron est un président de droite, c'est désormais chose acquise, il est aussi le président des riches : 67,4 % des bénéficiaires des sociétés du CAC 40, entre 2009 et 2016, ont été reversés à leurs actionnaires, contre 5,3 % seulement pour les salarié-es (rapport Oxfam), le gouvernement actuel conforte ces orientations, ce qui engendre toujours davantage de pauvreté. La politique fiscale (dont seule une minorité de contribuables a de quoi se réjouir) va dans le sens de l'accroissement des inégalités. La suppression de l'ISF et celle de l'exit tax, la mise en oeuvre de

la flat tax, l'optimisation fiscale et l'évasion fiscale, toutes représentent une injustice sociale, mais aussi un manque à gagner pour les finances publiques d'environ 5 milliards d'euros pour le budget de l'état cette année : un prétexte suffisant pour intensifier l'austérité et réduire les services publics. Les services publics, la fonction publique sont considérés, dans les programmes de réforme « Action publique 2022 » et « refondation du contrat social dans la FP » comme des coûts, et les milliards d'euros liés aux mécanismes de redistribution (prestations sociales) comme des gisements de profits pour les intérêts privés.

Le récent rapport Borloo sur la question sensible des banlieues (là où se concentrent les inégalités et les discriminations les plus scandaleuses) aurait dû donner lieu à un véritable « plan de rattrapage » dans ces territoires laissés pour compte : le président, avec cynisme, a prétendu que ce serait là affaire d' « ancien monde », il préfère la modernité de l'injustice assumée. Et s'attelle plutôt à son prochain dossier : comment baisser les aides sociales ? Une mesure supplémentaire pour paupériser encore les populations les plus fragiles.

**Macron, en faisant le choix délibéré de privilégier les riches, le fait au détriment de l'immense majorité de la population.**

Macron s'attaque à nos conquêtes sociales et entend modifier en profondeur notre modèle social : depuis son arrivée au pouvoir, les attaques se sont succédé (droit du travail, assurance chômage, statuts, salaires, réformes dans l'éducation/ le supérieur, plans sociaux dans le privé...) et peu de secteurs ont été épargnés.

**Mais la stratégie du gouvernement de frapper fort et en continu sur tous les pans de la population afin de priver chacun-e de toute capacité de réaction, et de provoquer sidération et anesthésie n'a pas fonctionné : les mobilisations ont été nombreuses, résolues, la résignation ne l'a pas emporté et les résistances sont bien là.**

### Mouvements sociaux

Il faut retenir de la période la multiplication des secteurs en lutte, la détermination des personnels mobilisés et l'unité des syndicats : à la SNCF, les cheminot-es mènent une lutte exemplaire, ils-elles accumulent les journées de grève (plus de 20 à ce jour), dans la durée (déjà 2 mois) et dans l'unité syndicale malgré les tentatives de division du premier ministre. Le résultat du referendum, dénoncé par la direction, confirme l'opposition massive des personnels à la réforme et conforte l'intersyndicale ; la démonstration de forces du 14 mai, journée sans cheminot-es, n'a pas sonné le glas de la mobilisation. Malgré la « gêne occasionnée », la population ne témoigne pas d'hostilité grandissante à l'égard du mouvement de grève, cela se vérifie à travers la caisse de solidarité notamment.

D'autres mouvements ont eu lieu de façon concomitante, mouvement unitaire et massif aussi chez les retraités, déterminé à Air France, mais aussi dans la justice, à la Poste, dans la santé (hôpitaux, maternités), dans les Ehpad, chez Carrefour. Les fonctionnaires ont appelé à 3 jours de grève dans l'année, et le 22 mai, ils l'ont fait dans l'unité syndicale. Toutes ces luttes ont créé un « climat social » qui a donné l'occasion aux salarié-es de prendre part aux mobilisations sans céder à la résignation : mais **ce climat n'a pas permis pour l'instant d'intensifier ces mobilisations, ni d'étendre et de généraliser la contestation afin de gagner vraiment**. Si l'on peut envisager des « freins » objectifs à cela (absence de perspectives politiques à court terme, poids des défaites sociales des dernières années, brutalité (y compris physique, via la répression) de ce gouvernement autoritaire...), il nous faut cependant **chercher les leviers qui permettront de maintenir une véritable résistance et de gagner contre la politique de Macron**.

### Résistance et front d'opposition

La lutte n'est pas facile : le 22 mars, nous craignions que la grève soit en deçà du 10 octobre, ce fut l'inverse ; la journée du 22 mai, malgré une unité syndicale totale (comme quoi ce n'est pas forcément la réponse À « magistrale À » à toutes les difficultés de mobilisation...) n'a pas permis de monter d'un cran comme nous l'espérions, la journée

étant moins forte en terme de mobilisation des salarié-es que celle du 22 mars. **Le 26 mai n'a pas été la forte marée populaire que nous aurions souhaitée. Pourtant, elle a permis que s'affirme de manière unitaire et nouvelle dans la rue, dans tous les départements, une opposition aux politiques macroniennes rassemblant syndicats, associations et partis politiques.** Face à la violence répétée des coups portés par le gouvernement, le chemin de la mobilisation n'est ni rectiligne, ni continu. D'autant qu'on vient de loin question travail unitaire, entre les forces à l'initiative de la journée ! Et on ne peut pas « couper » le 26 mai de la séquence sociale dans laquelle il s'insère, comme la journée du 22 mai (dont il nous faut aussi analyser la moindre force que le 22 mars par exemple...). Nous devons considérer que nous sommes au début de quelque chose de nouveau qu'il faut prolonger.

L'effervescence sociale est réelle : pas de résignation chez les salarié-es, mais des résistances et une opposition au libéralisme macronien qui se construisent dans le temps et dans l'unité. Il faut donc s'inscrire dans un temps long.

**Car s'il n'y a pas adhésion de la majorité de la population aux orientations de ce gouvernement, c'est certain, il y a sans doute nécessité de déconstruire une partie du discours de Macron** auprès des salarié-es les plus désorienté-es, et aussi auprès des citoyen-nes et de l'opinion publique ; il est indispensable de lutter pour imposer nos alternatives, notre modèle social, nos valeurs, afin de redonner espoir et envie de se battre à nos collègues, pour également empêcher la montée des idées d'extrême droite.

Mettre en place des résistances est aussi le moyen de mettre un frein aux velléités de destruction à venir (dossier des retraites).

Résister, c'est aussi **participer à la fragilisation du pouvoir en place.** Un pouvoir déjà très contesté : début mai - enquête Cevipof-, 55 % des sondés considèrent que ce gouvernement est trop autoritaire, et 76 % que la politique économique ne profite qu'aux plus aisés. 68% des enquêtés se disent insatisfaits de la politique en place ; la dimension sociale conditionne les réponses positives : ainsi, parmi les classes populaires, seuls 28,4% sont satisfaits, contre 43,6% pour les catégories supérieures. Ce sont bien les classes populaires qui paient le plus lourd tribut de cette politique de classe... Le soutien à Macron est loin d'être solide.

**Toutes les initiatives qui visent à permettre l'expression de cette colère doivent être investies, elles permettront de rassembler, de fragiliser le gouvernement et d'imposer d'autres choix. Pour cela, il faut s'inscrire dans la durée et poursuivre, comme on l'a fait le 26 mai lors de la marée populaire, avec associations, partis politiques et organisations syndicales de transformation sociale, l'engagement de la fédération dans des initiatives qui rassemblent très largement des forces de progrès et de justice sociale.**

*Post-scriptum :*

*Dans l'éducation aussi, une politique de classes sociales*

*Outre les préconisations et réformes injonctives de Blanquer qui visent à flatter et rassurer l'opinion publique tout en dépossédant les enseignant-es de leur expertise, les réformes mises en place auront des conséquences graves sur le métier enseignant et dessinent déjà une école de la sélection précoce. Les réformes du Bac, du lycée, de la voie professionnelle (et de l'apprentissage) vont dans le sens inverse de la démocratisation de l'école : elles façonnent une école du tri qui réduit la part des savoirs, érige l'employabilité et l'adéquationnisme en valeurs absolues et consacre les parcours d'initiés qui profiteront aux jeunes des classes les plus aisées.*

*Ces réformes s'imbriquent avec Parcoursup et la loi ORE, les étudiant-es l'ont dénoncé, les mobilisations (blocages, occupations) ont été réprimées à coups de violence policière, elles ont néanmoins empêché la tenue des examens par endroits, mais elles n'ont pas empêché jusque-là la réforme de se mettre en place : le 22 mai, les premiers résultats ont été publiés à grand renfort de communication ministérielle, sans qu'elle parvienne pour autant à taire le fiasco : 419000 jeunes (environ la moitié des demandes) étaient sans solution à l'issue de la première phase, autant dire qu'ils sont dans de très mauvaises conditions psychologiques pour passer leur examen ! Les jeunes qui risquent de rester sans solution, ou avec une affectation qu'ils n'ont pas choisie, sont majoritairement celles et ceux qui sont issu-es des classes populaires : encore une*

*fois, ce ne sont pas les milieux aisés qui feront les frais des réformes de ce gouvernement.*

*Sur les questions éducatives, et en particulier les réformes du lycée, du bac, de l'accès à l'enseignement supérieur, la FSU en sa qualité de première organisation syndicale de l'Éducation nationale, doit proposer, en y associant les autres organisations syndicales opposées à ces réformes, des initiatives associant les lycéens et leur parents, les enseignants du secondaire et du supérieur, de façon à développer la prise de conscience et favoriser l'entrée en résistance du plus grand nombre dès la rentrée, afin de lutter contre ces réformes et peser sur les choix budgétaires de l'automne.*